

Histoire moderne et contemporaine du monde russe

M. François-Xavier COQUIN, professeur

Cours : « *le stalinisme : sources, genèse et caractéristiques* » (suite et fin)

1929 : l'année du « grand tournant » est également celle du cinquantième anniversaire de Staline, dont la célébration solennelle achève d'élever le secrétaire général au rang de *primus inter pares* et, bientôt, de « patron » (*khozjain*) incontesté. A cette date, et contrairement à ce que l'on avance trop souvent, Staline devait son exceptionnelle promotion à ses qualités personnelles, plus encore qu'aux faiblesses de ses rivaux et concurrents, évincés les uns après les autres et appliqués depuis lors à ressasser leur défaite et à polémiquer avec un rival plus chanceux.

Après avoir rappelé le calendrier des oppositions successives et les raisons de leur échec (rivalités internes, manque de cohésion, allergie aux procédures démocratiques, fétichisme de l'unité, ... et attachement enfin au monopole politique du parti qui jouait au bénéfice des instances dirigeantes), je me suis efforcé de dégager les qualités qui avaient — de l'aveu même de ses adversaires — permis à Staline de s'imposer à la tête du parti : sang-froid et maîtrise de soi, capacité de travail, dévouement sans faille au parti, lucidité et sens tactique, ... sans oublier une certaine jovialité, trompeuse ou non, et — à défaut d'éloquence — son aptitude à se gagner l'auditoire en se plaçant de plain-pied avec son public.

Entre toutes pourtant, sa qualité maîtresse au cours des années vingt avait été sans doute la modération, réelle ou calculée, dont il avait fait preuve à maintes et maintes reprises, et dont nous avons cité plusieurs exemples. C'est ainsi, sans remonter plus haut, qu'après avoir donné en mars 1917 (de pair avec Kamenev) un tour conciliateur à la *Pravda*, il avait pris en octobre de la même année la défense de Zinoviev, menacé d'exclusion pour avoir ébruité les projets d'insurrection, et il s'était prononcé un mois plus tard contre la mise hors la loi du parti cadet en tant qu'« ennemi du peuple ». De même, vers la fin de la guerre civile, où sa « brutalité » ne l'avait guère emporté sur celle de beaucoup d'autres, Staline avait déconseillé l'offensive de l'Armée rouge en Pologne (été 1920), destinée à

prêter main-forte aux communistes allemands, et mis en garde contre la vigueur du patriotisme polonais. De nouveau, lors du « débat syndical » de l'hiver 1920-1921, il avait objecté à Trotzky, partisan de la militarisation du travail, qu'on ne saurait traiter les ouvriers comme des soldats sous les drapeaux, et qu'il y fallait « plus de persuasion ». Passé Kronstadt, où il n'avait pris aucune part active, ni menacé les « mutins » (comme l'avait fait Trotzky) de les « abattre comme des perdreaux », Staline avait fini par se rallier dans la question de l'adhésion des nouvelles républiques à l'Union, aux vues de Lénine, qui l'avait peu auparavant déclaré « irremplaçable » lors de son élection au poste de secrétaire général du parti (avril 1922). Chargé par ses collègues du Comité central (décembre 1923) de veiller à la santé de Lénine, frappé d'hémiplégie, et de servir d'intermédiaire entre ce dernier et le corps médical, il n'avait toutefois pas tardé à résilier cette mission de confiance, à la suite (semble-t-il) d'une altercation avec N.K. Krupskaja ; mais il avait continué, au cours de cette période éprouvante d'interrègne où plus d'un dirigeant perdait confiance en l'avenir, à expédier les affaires courantes avec un dévouement qui lui avait valu d'être reconduit d'un commun accord, en 1923, dans ses fonctions de secrétaire général.

Membre d'une première troïka de fait dès l'année 1923, il avait alors offert à Trotzky, puis cédé à Zinoviev l'honneur de présenter au XII^e Congrès du parti (mai 1923) le rapport sur l'état du parti ; et l'intolérance manifestée par ce dernier envers les camarades indisciplinés avait fait ressortir par contraste la pondération du secrétaire général. De même, au cours du « débat littéraire » qui avait violemment opposé (automne 1923) ses deux collègues triumvirs à Trotzky sur leurs rôles respectifs dans la révolution d'Octobre : il s'était alors abstenu de descendre dans l'arène et, tout en jouant sa partition personnelle, avait laissé les protagonistes se discréditer par leurs accusations mutuelles. Puis, après la mort de Lénine et la divulgation de son « testament », il avait habilement offert sa démission, avant d'être réélu pour la troisième fois (mai 1924) au poste de secrétaire général. Cette première offre de démission sera suivie d'une deuxième, également repoussée, lors du XIV^e Congrès ; et il invoquera par la suite cette double offre de démission comme preuve de son dévouement au parti qui l'avait « formé à son image et ressemblance », et dont il exécutait les tâches qu'il lui confiait sans faiblir ni « désertier ».

De nouveau, lors de la polémique de l'automne 1924 sur le « Cours nouveau », au cours de laquelle Trotzky avait fait mine d'opposer la jeune génération des membres du parti (où il comptait de nombreux partisans) aux instances dirigeantes : en charge de l'unité du parti (et de la discipline), Staline s'était alors gardé de s'associer aux virulentes accusations de Boukharine à l'adresse de Trotzky, son ancien allié au sein de la gauche du parti ; et face à Zinoviev qui réclamait l'expulsion, et l'arrestation, de ce dernier, le secrétaire général s'était borné à réclamer la démission du Commissaire du peuple à la Défense qu'était Trotzky. Qui mieux est, Staline fera par la suite approuver la nomination de ce dernier à un poste de responsabilité au Conseil supérieur de l'économie nationale

malgré l'opposition de Zinoviev, acharné contre celui en qui il persistait à voir son principal rival dans la lutte pour la « succession » de Lénine à la tête du parti.

Autres exemples : Staline se posera au XIV^e Congrès (décembre 1925) qui le consacre « leader » (*vožd'*) du parti, en modérateur, et il opposera aux sanctions réclamées par ses anciens collègues triumvirs une fin de recevoir catégorique : il ne pouvait, objectera-t-il, « imaginer le parti » sans les camarades un tel ou un tel ; et il avait théâtralement refusé à Zinoviev « le sang de Bukharine », qui craignait lui aussi que les plans industrialistes de la gauche dite unifiée ne remettent prématurément en cause la poursuite de la NEP. Encore au printemps 1927, alors que l'opposition de gauche recommandait de saisir chez les koulaks les céréales nécessaires pour assurer la soudure, Staline avait plaidé la prudence devant le bureau politique, et s'était désolidarisé des camarades qui « pensent que l'on doit en finir avec le koulak à l'aide de méthodes administratives ». Soit prudence, soit modération, il n'avait proposé au XV^e Congrès du parti (décembre 1927) qu'une collectivisation progressive et limitée, sans avancer tout d'abord aucun calendrier précis, ni davantage de programme concret ; et l'on ne comptait plus les membres de l'ancienne opposition de gauche réintégrés dans le parti ou affectés à des postes de responsabilité, encore au début des années trente, à l'heure de la construction du socialisme. Enfin, et pour nous en tenir là, peu après l'expulsion de Trotzky en janvier 1929, Staline admit avoir alors, avec ses collègues du Politburo, commis une double erreur : expulser Trotzky au lieu de le garder à Alma-Ata, et l'avoir autorisé à emporter avec lui ses archives et « des caisses entières de documents », — preuve supplémentaire, s'il en était besoin, que toute modération n'était pas encore à cette date bannie de la vie politique.

Loin d'être le dictateur « psychopathe », habité par un désir maladif de vengeance et dissimulateur né, Staline avait en réalité fait preuve durant les années vingt d'une modération reconnue, à l'occasion, même par ses biographes les plus critiques ; et il avait su donner de lui à ses collègues une image rassurante qui n'avait pas été étrangère à son ascension : celle d'un dirigeant sachant allier pondération et fermeté, attentif à l'« unité » du parti et en qui personne, ou presque, ne pressentit longtemps un dictateur en puissance. Aussi ne saurait-on projeter rétrospectivement sur le Staline des années vingt, en charge de la bonne marche du parti dans le contexte de la NEP, le dictateur visionnaire et impitoyable des années trente, dont l'activité s'étend progressivement à tous les secteurs du pays, sans qu'aucun contrepoids n'en limite plus le pouvoir quasi souverain. Comment expliquer cette métamorphose d'un leader réaliste et, à l'évidence, pondéré en un despote apparemment tout-puissant ? Telle est la question à laquelle cette dernière série de cours s'est efforcée d'apporter quelques éléments de réponse.

Reconnaissons la toutefois : la modération dont il avait longtemps fait étalage n'était pas exempte, bien entendu, de calculs ni d'arrière-pensées ; et l'on ne saurait oublier que Staline avait également mis à profit ses fonctions de secrétaire

général pour installer du haut en bas du parti son propre réseau de supporters, à l'instar de ses principaux concurrents, attentifs eux aussi à se constituer chacun sa clientèle pour peser notamment sur la composition des congrès. Même prudent, Staline restait en réalité un bolchévique dans l'âme, fidèle, de par ses origines à demi prolétariennes, aux idéaux et aux conquêtes d'Octobre, menacées par la NEP et les concessions forcées de 1921 ; et il persistait à ne voir dans la retraite de la NEP qu'une parenthèse vouée à être tôt ou tard refermée, dès que la restauration de l'économie serait réputée acquise. Aussi est-ce dans cet esprit qu'il avait élaboré par touches successives sa théorie de la construction du socialisme dans la seule URSS, tout en rappelant périodiquement que la NEP n'était que « le prélude à une nouvelle tempête révolutionnaire », qui impliquait « la destruction de notre propre bourgeoisie soviétique ». Et il invitait ceux qui « avaient perdu la foi dans la cause » bolchévique, avocats de la NEP et autres « liquidateurs », à « laisser la voie libre à ceux qui ont conservé courage et fermeté ».



Allié de Boukharine à titre provisoire, aussi longtemps que la NEP n'avait pas épuisé ses possibilités, Staline se détache progressivement de cet allié encombrant lorsque l'heure lui semble venue de passer de la *restauration* de l'économie d'avant-guerre à la *reconstruction*, sur des bases socialistes nouvelles, d'une économie moderne. Les difficultés apparues au printemps 1928 dans la collecte de l'impôt en céréales lui en offrent l'occasion : alors que Boukharine (et la droite) préconise de nouvelles concessions en faveur des paysans aisés dont la prospérité lui paraît conditionner celle de l'économie tout entière, Staline se prononce au contraire pour une politique de rigueur, et il presse l'élaboration du premier plan de cinq ans dont j'ai retracé les étapes. Après plusieurs révisions successives à la hausse, ce premier plan quinquennal est finalement adopté (avril 1929), sur proposition de Staline et dans une version maximaliste, par le plénum du Comité central. Favorable à la reconduction et à l'extension de la NEP dont l'adoption du plan quinquennal sonnait le glas, Boukharine, désavoué, perdra peu après sa place au Politburo.

Alors toutefois que le plan ne prévoyait initialement qu'une collectivisation partielle (de l'ordre de 17 %) étalée sur cinq ans, Staline accélère brutalement le processus, afin de financer des objectifs industriels ambitieux revus périodiquement à la hausse, et à réaliser de surcroît en un temps record. La logique économique qui avait présidé dans les débuts à l'élaboration du plan cède progressivement la place à une logique politique et volontariste : démontrer — en pleine crise économique mondiale — la supériorité du système socialiste de planification, dont le financement sera assuré au moyen de prélèvements obligatoires-records sur une paysannerie ainsi soumise (selon l'expression de Staline) à un véritable « tribut ». Première étape de l'édification du « socialisme dans un

seul pays », la mise en route du plan débouche dès lors sur une collectivisation accélérée et forcée de l'agriculture, destinée à donner au parti la maîtrise totale des investissements.

Constamment renforcé au cours de la NEP à l'aide de campagnes de recrutement sélectif, le parti, plus soudé, centralisé, discipliné et hiérarchisé que jamais, offrait enfin l'instrument indispensable pour réaliser cette nouvelle révolution qu'impliquait la théorie stalinienne du socialisme dans la seule URSS. Alors que cet instrument avait fait défaut à Lénine, obligé de se résigner à la NEP, ce parti ainsi remodelé va permettre au secrétaire général de renouer, par-dessus une « maudite NEP », avec les « traditions héroïques d'Octobre », aux applaudissements de tous ceux qui (membres du parti ou non) en gardaient la nostalgie. Confirmation en était donnée par la célébration publique du cinquantième anniversaire de Staline (décembre 1929). Cet événement offre à tous ceux qui voyaient dans la mise en œuvre de son programme une « nouvelle révolution d'Octobre », l'occasion de l'acclamer du nom de « nouveau Lénine », ou de « Lénine d'aujourd'hui », et de saluer ainsi l'avènement d'une ère nouvelle : celle du stalinisme, dont nul ne prévoyait encore réellement les caractéristiques futures.

En soumettant l'ensemble de la vie économique et sociale, et bientôt intellectuelle, à la férule d'un parti unique, et en lui appliquant les méthodes disciplinaires et centralisées de règle au sein du parti, la construction du socialisme aux couleurs de l'URSS — sous forme de collectivisation forcée et d'industrialisation accélérée — frayait en effet la voie au stalinisme. Loin, toutefois, de se ramener à la seule personne de Staline, son socialisme dictatorial était très largement, en réalité, le produit d'une culture politique antérieure et d'une longue gestation où entraient de multiples composantes, analysées précédemment, à savoir : la culture étatique et autoritaire de l'autocratie, le culte de la violence révolutionnaire, dont le maximalisme bolchévique avait pris le relais ; les « méthodes d'assaut » (*šturmovščina*) de la guerre civile, ... et la dictature partisane d'une idéologie à prétentions scientifiques, sans compter le respect à demi superstitieux du pouvoir et des autorités profondément ancré dans la conscience nationale. C'est assez dire que Staline et son volontarisme étatique et planificateur n'étaient pas moins le produit de toute une généalogie passée que l'avènement d'une ère nouvelle.

Avant d'aborder cette période de collectivisation, je me suis interrogé sur les raisons qui avaient poussé Staline et la Commission du plan, présidée par son allié Kouibychev, à bousculer les chiffres, plus réalistes, des experts du Gosplan, et à faire adopter par le parti et le Congrès des soviets (avril-mai 1929) des effectifs démesurément ambitieux. Outre l'impatience manifestée par Staline, désireux de prouver par l'exemple la validité de sa théorie, la cause principale tenait, semble-t-il, à ce que les planificateurs s'avançaient sur un terrain inconnu : la planification socialiste, dont il n'existait aucun précédent. Nul ne connaissait à cette date la limite supérieure de la capacité de production socialiste, que les responsables politiques avaient tendance à surestimer ; guidés par des considérations théoriques, ils misaient sur un accroissement continu de la productivité et

une croissance socialiste auto-générée, de même que naguère le ministre des finances Witte cherchait à « amorcer la pompe » afin de permettre à l'économie russe capitaliste d'atteindre sa vitesse de croisière.

En outre, les planificateurs staliniens n'avaient pas réellement pris en compte les facteurs défavorables, à commencer par la crise économique mondiale et ses effets déflationnistes. Non seulement, en effet, la crise privera l'URSS des emprunts extérieurs, bien imprudemment escomptés, mais elle entraînera la baisse des cours des matières premières dont l'exportation devait servir à financer l'industrialisation du pays. Qui plus est, la résistance des campagnes à la collectivisation, jointe à la baisse initiale des récoltes, bousculera également des évaluations trop optimistes et déclenchera un engrenage de violence et de répression, qui aura pour résultat de démotiver durablement la paysannerie. Pour toutes ces raisons, et quelques autres, le premier plan était sinon à proprement parler irréaliste ou même « utopique », du moins nettement spéculatif, au sens propre du terme : par excès d'optimisme, les responsables avaient en effet anticipé le rythme et l'ampleur de la croissance attendue, au point d'imposer au pays un surcroît de privations et de contraintes qui ne sera pas étranger à la genèse et à la nature du « stalinisme ».

La contrepartie en était que ces objectifs gigantesques (terme alors à l'honneur) avaient suscité, par contraste avec la dépression où s'enfonçait au même moment l'économie capitaliste, une atmosphère d'enthousiasme, et ce que l'on a appelé une mystique du plan, partagée de l'extérieur par maints publicistes contemporains. Les objectifs fixés par Moscou, capitale de la III^e Internationale — après l'avoir été de la « troisième et dernière » Rome — soulevaient en effet l'espoir de tous ceux qui, en URSS et à l'étranger, voyaient déjà la Russie soviétique construire la première économie socialiste et donner ainsi l'exemple au reste du monde enlisé dans une crise majeure. De même, l'optimisme des planificateurs ranimait également le courage de tous les adversaires de la NEP, jugée contraire aux intérêts des ouvriers ; et il redonnait espoir à tous les nostalgiques de la guerre civile et du communisme de guerre, au cours duquel l'État avait pris en main l'ensemble de la vie économique et aboli les « forces du marché », de nouveau libérées peu après par la NEP. Cette immense ambition collective, à laquelle chacun pouvait s'identifier, alimentait optimisme et confiance en l'avenir ; et, sans cet élan créateur et modernisateur qui constitue l'une des faces du stalinisme ; sans cette foi, largement partagée, en un « avenir radieux » qui occultait le passif du régime ; sans cet appel à la nature « prométhéenne » du peuple russe (« *bogatyř*' »), son endurance à supporter les contraintes et les sacrifices qui lui seront imposés demeurerait inexplicable.

**

Partagée par une majorité de membres du parti, et nombre de citoyens soviétiques, cette impatience à « bâtir le socialisme », jointe au mépris des marxistes,

russes notamment, pour le monde paysan, rend compte des excès et de la brutalité sans nom qui présidèrent aux opérations conjuguées de dékoulakisation et de collectivisation. Sur la base de documents d'archives récemment déclassifiés, et en particulier des rapports adressés par les responsables provinciaux (Ukraine, Caucase du nord, moyenne et basse Volga) au pouvoir central, je me suis attaché à préciser le déroulement de cette nouvelle révolution qui visait à « porter Octobre dans les campagnes », comme l'avait envisagé Lénine, avant de reculer, en 1921, devant la résistance — armée — de la paysannerie.

S'agissant de la dékoulakisation, réalisée tambour battant en moins de trois mois (hiver 1929-1930), j'ai rappelé le rôle de Staline, qui avait refusé d'ouvrir les kolkhozes aux paysans « dékoulakisés », pour éviter qu'ils ne contaminent les fermes collectives nouveau nées par leur « esprit koulak », prétendument capitaliste et antisoviétique. De même, Staline avait été l'inspirateur de la fameuse circulaire du 30 janvier 1930, adoptée par le Comité central. Cette circulaire, dont le texte devait rester longtemps inaccessible au profane, divisait les koulaks en trois catégories : ennemis du peuple et contre-révolutionnaires actifs ; opposants passifs, et, enfin, tous les suspects de sympathies pro-koulaks, soit au total quelque 5 % de la population paysanne soumis à des peines variables allant de la déportation outre-Oural, ou de la liquidation pure et simple, au transfert d'office hors des kolkhozes, sur des terres à défricher à la périphérie de leur province.

Avant tout politiques, les critères retenus ignoraient délibérément le fait que le koulak de 1929 — usufruitier à titre précaire de la terre qu'il cultivait — n'avait plus rien de commun avec le koulak, propriétaire et usurier d'avant 1914, exproprié à la suite du décret sur la terre d'octobre 1917. A traiter ainsi le koulak en pestiféré, les responsables visaient avant tout à intimider les campagnes et à neutraliser par avance la résistance des paysans russes à la collectivisation, en éliminant leurs élites économiques, mais aussi intellectuelles, susceptibles d'encadrer un mouvement d'opposition au pouvoir communiste. D'où l'arbitraire de la dékoulakisation, encore renforcé par le pourcentage (5 % des foyers paysans) retenu à l'instigation de Staline, en flèche sur les propositions de ses collègues, et qui incitera nombre de responsables locaux et régionaux à « faire du chiffre », et à surenchérir encore sur les quotas officiels.

Quant aux modalités concrètes de la dékoulakisation, mieux connues aujourd'hui grâce à l'ouverture récente des archives soviétiques, il apparaît que la politique officielle avait tout d'abord rencontré, en maints endroits, la faveur et l'appui des éléments les moins fortunés (journaliers, paysans pauvres, et salariés de toute nature), et révélé l'existence d'antagonismes profonds qui avaient permis aux responsables d'opposer les paysans les uns aux autres. Rivalités, inimitiés (remontant parfois à la guerre civile), convoitises et règlements de comptes avaient présidé bien souvent à la dékoulakisation, qui s'était accompagnée d'un pillage généralisé des biens koulaks ; et l'on ne comptait plus les sévices, violences, voire les tortures sur la personne des koulaks, ou même des popes, assimilés aux koulaks, et traités eux aussi en « parasites » « vivant du travail d'autrui ». Sans

parler des provocations antireligieuses ou des fermetures arbitraires d'églises, et autres « déformations de la ligne de classe », faute — précisent les documents récemment mis à jour — d'une « campagne préalable d'explication et de préparation idéologico-politique ».

Ces mêmes documents nous ont permis de retracer le « désarroi », le « désespoir » ou la « panique » qui s'étaient emparés des koulaks. Expropriés et réduits à la condition de parias, ces malheureux — loin de prendre la tête d'une révolte contre le pouvoir soviétique — préféraient fuir massivement vers les villes où ils cherchaient à brouiller leur piste, tandis que d'autres en venaient à détruire ou à incendier tous leurs biens avant de se suicider, eux et les leurs. De même connaît-on mieux aujourd'hui le sort de tous les ci-devant koulaks déportés outre Oural, au nombre de près de deux millions d'individus, et employés comme main-d'œuvre forcée dans les camps du goulag qui connaissent alors une extension considérable ; mais transférés également sur les « grands chantiers » sibériens, d'où ils seront nombreux à s'échapper pour se fondre dans le gros de la population, avant d'être à nouveau pourchassés et persécutés lors de la répression des années 1936-38. Si une époque mérite le nom de « grande terreur », c'est bien cette période de la dékoulakisation-collectivisation qui constitue comme le dernier acte de la guerre civile inaugurée en 1918 contre les campagnes et leurs défenseurs populistes ou socialistes-révolutionnaires. Aveuglés par leur idéologie, les marxistes soviétiques ne voyaient dans le paysan russe traditionnel qu'un producteur petit-bourgeois, arriéré et anachronique, dont toute l'ambition se résumait à être « roi sur son tas de fumier », et qu'il importait de « moderniser » de gré ou de force.

Cela posé, il convenait de tirer de l'oubli les acteurs d'une révolution tenue par certains pour le prélude à la terreur « stalinienne ». En réalité, loin d'être seul responsable du naufrage d'un monde paysan, tenu jusque-là par nombre d'écrivains pour le berceau de la culture russe authentique, Staline avait pu s'appuyer sur un nombre considérable de collaborateurs et d'exécutants qui avaient bien souvent devancé les directives officielles ou fait assaut de surenchères, et dont nous avons précisé la composition. Troïkas de région, de district, ou d'arrondissement, brigades de dékoulakisation bénévoles ou brigades spéciales du Guépéou, ... ouvriers volontaires pour rallier les paysans aux bienfaits du socialisme, militants de base ou « cadres actifs » de toute nature et autres « bâtisseurs de l'agriculture socialiste », — membres du parti, des soviets, de la police ou simples komsomols et même paysans, désignés d'office ou non — on ne comptait plus les acteurs de cette curée promus responsables du bon déroulement de l'opération.

De provenance extrêmement diverse, cette foule d'exécutants se composait, nous révèlent les archives, de cadres chevronnés du parti dont la guerre civile avait assuré la promotion, tous désireux de prendre enfin leur revanche sur la NEP et la résistance passée du monde paysan. Mais ce pouvaient être également des recrues de fraîche date, endoctrinées pour la circonstance (comme les « vingt-cinq mille » missionnaires ouvriers) et grisés par leurs pouvoirs exorbitants, ou

de vulgaires arrivistes qui flairaient une bonne affaire, voire de simples éléments troubles ou criminels auxquels les bolchéviks avaient déjà fait appel ès qualités au cours de la guerre civile et qui s'improvisaient pour la circonstance dékoulakiseurs volontaires. Ou encore des paysans, pauvres ou non, jaloux de la prospérité de tel ou tel voisin, ou désireux de tirer vengeance de qui les avait précédemment exploités ou offensés. L'hallali suscitait en effet maintes vocations d'épurateurs et de « zélateurs » (*peregibščiki*) dont le koulak n'avait nulle pitié à attendre.

En banalisant l'arbitraire et en accoutumant à la violence une société dont la guerre civile avait déjà fortement émoussé les capacités d'indignation ou de protestation, la dékoulakisation pourrait même être considérée comme une sorte de précédent, voire de répétition générale pour les purges à venir. Si certains spectateurs avaient bien, à l'occasion, exprimé leur réprobation au spectacle des convois de « familles koulaks » en transit vers l'Oural, rares paraissent avoir été (à en juger par les sources d'archives) les protestations et, plus encore, les démissions parmi les acteurs eux-mêmes. Même au sein de la paysannerie, la résistance provoquée çà et là par les violences commises sur la personne des koulaks et assimilés ne prendra réellement corps qu'avec les progrès de la collectivisation, dont la chasse aux koulaks marquait le prélude.

Mieux connus, le déroulement de la collectivisation et la contrainte multiforme exercée sur une paysannerie récalcitrante, ont été évoqués plus rapidement. Comme je l'ai rappelé, le paysan était de longue date coutumier d'usages *communautaires* librement pratiqués dans le cadre du *mir* ; mais l'offensive *collectiviste* visant à constituer des kolkhozes, et plus encore des sovkhoses en quoi le moujik voyait une nouvelle forme de servage, n'avait pas tardé à provoquer sa résistance, passive le plus souvent, mais non moins résolue. Pris de court par les réactions de désespoir, à demi suicidaires, de la paysannerie, Staline et ses collègues du Comité central seront amenés à faire marche arrière et à désavouer les multiples abus et « l'aventurisme » de tous ceux qui s'imaginaient — et ils étaient nombreux — que « nous pouvons tout », ou qui succombaient à la « tentation d'implanter les kolkhozes de force » en appliquant bureaucratiquement les mêmes recettes à toutes les régions de l'URSS. Mais le mal était déjà fait ; et, après une brève accalmie, où les kolkhozes qui n'existaient « que sur le papier », s'étaient spontanément dissous, le mouvement de collectivisation avait repris, en dépit de tout, son inexorable progression, avant de déboucher sur la famine dévastatrice de 1932-1933.

Cette famine, dont j'ai exposé le détail, sur la base, une fois encore, de documents contemporains récemment dévoilés, méritait d'autant plus de retenir l'attention qu'elle soulève une question de fond : le pouvoir « stalinien » l'a-t-il délibérément exploitée, voire provoquée, afin de briser toute forme de résistance paysanne ? Le tableau, tel que permettent de l'établir les rapports des responsables dans les régions concernées, soit essentiellement l'Ukraine, l'avant-pays caucasien et la moyenne vallée de la Volga (alors greniers à blé de la Russie) est en réalité plus nuancé. Aux prises avec les ratés de l'industrialisation et du plan, encore

accrus par le déficit des récoltes, le gouvernement avait tenu les paysans pour responsables de la situation, et, loin de leur apporter aucune aide, il avait continué à prélever son « tribut » sur les récoltes, et abandonné — à titre de représailles ? — les paysans à leur sort, sans même leur laisser en maints endroits le minimum indispensable pour leur propre alimentation.

Ainsi le gouvernement avait-il mis la famine à profit pour faire d'une pierre deux, et même trois coups : mettre à la raison des paysans coupables de résistance à la collectivisation, et réduire également une population rurale qu'il n'avait pas l'espoir de rallier, en misant sur l'arrivée des nouvelles générations qui auraient reçu une éducation soviétique. Mais aussi — à en croire les dépêches des consuls italiens en poste à Kharkov, Novorossisk et Odessa — punir, en Ukraine notamment, une population paysanne responsable de maints pogromes antisémites, avant et pendant la révolution et la guerre civile. Au passage, j'ai relevé que la population des villes ukrainiennes avait pris, en maintes circonstances, le parti des autorités contre les paysans qui cherchaient, par centaines de milliers, à se réfugier en ville dont l'accès leur était alors interdit ; et il n'était pas rare que les citoyens, ouvriers ou non, dénoncent à qui de droit la présence de paysans clandestins, rendus responsables par leur résistance des difficultés de ravitaillement. Par mesure de précaution, les responsables avaient en effet cherché à épargner, autant que possible, la population urbaine et le monde ouvrier, pour éviter que la faim (en quoi Lénine voyait la cause principale des révolutions) n'entraîne des émeutes, ou des soulèvements, en ville. Au total, sans l'avoir délibérément provoquée, le gouvernement n'en avait pas moins tiré avantage de la famine pour régler de vieux comptes avec la paysannerie des régions concernées, dont l'hostilité à la collectivisation avait été assimilée à une déclaration de guerre : une « guerre à mort », précisait même Staline, en mai 1933, dans une lettre à Cholokhov publiée un bon demi-siècle plus tard, — dont le bilan peut être effectivement évalué, au bas mot, à quelque cinq ou six millions de victimes.

Vaincus et à bout de forces, les paysans, décimés, n'avaient plus d'autre issue que de collaborer avec leurs bourreaux ; et le gouvernement pourra désormais prélever un véritable « tribut » sur la paysannerie en vertu du principe : l'État premier servi, aux paysans les restes. C'était là pour Staline qui avait joué sa carrière politique sur cette carte de la collectivisation, et qui n'avait pas rallié sans mal ses collègues du Comité central effarouchés par les risques de l'entreprise, un véritable triomphe personnel. Comme le notait le commissaire à l'Industrie lourde, Kaganovitch, dans un communiqué de victoire de septembre 1935 (publié pour la première fois en 1995), l'État avait prélevé à cette date près de 40 % de la récolte : « c'est là (précisait-il) une victoire absolument fantastique, stupéfiante, une victoire du stalinisme », — terme d'un usage de plus en plus fréquent désormais pour désigner les « méthodes d'assaut » remises à l'honneur depuis 1929 par le secrétaire général.

Restait, au terme de ce bref tour d'horizon, une dernière interrogation : dans quelle mesure cette politique — fondatrice — de collectivisation se ramenait-elle,

comme on l'affirme le plus souvent, à une « révolution par en haut » imposée de force au pays ? Certes la résistance paysanne avait bien été brisée, et de manière « impitoyable », dans l'esprit de la guerre civile ; et la persuasion n'avait pas suffi, contrairement aux allégations officielles, à rallier ces paysans pauvres et moyens, favorables en bien des endroits tout d'abord à la dékoulakisation. Leur résistance ne saurait toutefois faire oublier le concours, bien souvent empressé, que cette « nouvelle révolution d'Octobre » avait trouvé dans maints secteurs de la population. Cadres, militants, policiers, activistes, « brigadiers » et mandataires (« *upolnomožennye* ») dotés des pouvoirs les plus larges, ou bénévoles de toute nature, membres du parti, des soviets, ou candidats à le devenir s'étaient (comme déjà lors de la dékoulakisation) abattus par centaines de milliers sur les villages, afin de convertir aux vertus de l'agriculture collective des paysans que la propagande officielle décrivait de manière caricaturale comme des ennemis de classe ignorants et superstitieux, survivance du passé et voués à l'extinction.

Avec la répudiation de la NEP, la révolution avait repris sa marche en avant et suscité une vague d'optimisme — destructeur non moins que créateur — que Staline n'avait pas eu de peine à mobiliser. Comme le constatait le commissaire à l'Industrie Ordjonikidzé, alors responsable de la collectivisation dans l'avant-pays caucasien : « inutile de chercher qui le premier avait parlé de collectiviser à cent pour cent, vu que tout le monde l'avait fait ». Rien ne serait plus erroné, en un sens, que d'imaginer Staline imposant sa volonté à un Politburo dépossédé et, à travers lui, à l'ensemble du parti et des soviets dressés à exécuter sans réplique les directives du pouvoir central. En réalité, la révolution par en haut déclenchée par le centre avait rencontré un écho et un empressement indéniables, et suscité en réponse comme une révolution par en bas ; et, de même qu'en octobre 1917, c'est la conjonction de cette double révolution — par en haut et par en bas — qui faisait la force de Staline, et du stalinisme en gestation un phénomène de masse.

Si l'impulsion était bien venue d'en haut, le pouvoir avait eu à freiner plutôt qu'à encourager les initiatives de la base, faute d'avoir clairement défini — dans un climat d'improvisation générale — les compétences des multiples acteurs. Le retard culturel de la population et des cadres locaux aidant, dékoulakisation et collectivisation avaient en effet déclenché une vague d'arbitraire, d'abus, d'excès et de violences, nullement souhaitée, à ce degré tout au moins, par le pouvoir central qui avait eu du mal à la canaliser. Mise en veilleuse provisoirement par la NEP, cette culture de la violence, héritée entre autres de la guerre civile, et son corollaire : le mépris de la vie humaine, avaient fait un retour en force à la faveur de la révolution stalinienne, et contribué — en l'absence de tous contre-pouvoirs — à façonner le stalinisme, synonyme par ailleurs d'étatisation (et de bureaucratisation) de l'ensemble de la vie économique et industrielle.

Car le collectivisateur Staline était également le modernisateur de l'industrie désormais planifiée et entièrement étatisée. L'un n'allait pas sans l'autre. Si la collectivisation visait bien à construire une société entièrement socialiste par abolition de la petite exploitation paysanne, les responsables poursuivaient également un autre but : prélever sur les campagnes les sommes nécessaires à l'industrialisation du pays (« le tribut »), et obtenir ainsi la maîtrise des investissements sans plus dépendre du bon, ou du mauvais vouloir de la matière première imposable qu'étaient les paysans. Le résultat sera atteint, et l'État en viendra à prélever les bonnes années jusqu'à 35-40 % du revenu (au demeurant limité) des paysans, — pourcentage jugé alors confiscatoire ; et cette pression fiscale permettra, on le sait, de financer une croissance industrielle exceptionnelle de 8 à 9 % par an au cours du premier plan quinquennal, réalisé par anticipation en moins de quatre ans (1929-1932).

Après avoir rappelé les caractéristiques bien connues de la planification et le bilan des trois premiers plans quinquennaux, dont le dernier (1938-1942) sera interrompu par la guerre, je me suis attaché à faire ressortir le rôle personnel de Staline dans une entreprise qui visait, avait-il prévenu, à « rattraper en dix ans » (la durée de deux plans) « le retard de cinquante à cent ans » de la Russie face aux autres puissances industrielles. Ainsi serait démontrée la supériorité du système socialiste sur le capitalisme que l'URSS avait à « rattraper et à dépasser », comme le voulait le slogan mis à l'honneur par Staline dès avant l'adoption du premier plan.

Priorité à l'industrie lourde et extractive, multiplication de « grands chantiers » surdimensionnés aux quatre coins de l'URSS, création de quelque dix millions d'emplois nouveaux au cours de la première *piatiletka*, taux de croissance record et hantise du quantitatif, qui fait place progressivement à un souci accru de qualification, ... recours enfin à des technologies de pointe importées à grands frais de l'étranger, — à cela ne se bornait pas la planification qui dote alors le pays d'une infrastructure moderne. Pour atteindre ces objectifs en un temps record, la planification se déroulera sous le triple signe de l'urgence, du volontarisme et de la gigantomanie qui entrent, à titre de composantes, dans le stalinisme alors en rapide expansion. Pour triompher des difficultés quasi insurmontables rationnellement, le pouvoir fera appel, non sans succès, à l'enthousiasme et au patriotisme (russe non moins que soviétique) des « classes laborieuses », invitées à assurer l'indépendance économique de la Russie dans un monde où s'accroissent les tensions internationales, et à construire le socialisme pour le plus grand bonheur de l'humanité future. Le travail devient alors, résume Staline, « une affaire d'honneur, de vaillance et d'héroïsme » ; et cette invocation d'un « avenir radieux » permettra de faire plus facilement admettre le sacrifice du présent à l'avenir qui constitue l'une des caractéristiques, et non la moindre, du stalinisme des années trente.

Cette invocation rituelle de « l'honneur prolétarien » et soviétique permettra également de généraliser l'émulation socialiste, sous la forme du « stakhano-

visme », dont on a brièvement retracé l'apparition (fin août 1935) et les caractéristiques. A la différence des « travailleurs de choc » (*udarniki*) du passé, il n'est plus fait appel désormais à la seule performance physique, mais à la qualification professionnelle et à la « maîtrise de la technique ». Exaltées par Staline en 1933, au début du deuxième plan quinquennal (1933-1937), ces qualités marquent le passage d'une croissance avant tout quantitative (premier plan) à la croissance plus nettement qualitative des plans suivants. Le corollaire en est l'ouverture des salaires et la fin de l'égalitarisme niveleur hérité de la guerre civile, et par voie de conséquence le passage des « prix administrés », maintenus artificiellement bas, à une plus grande vérité des prix, au bénéfice des ouvriers les plus qualifiés.

« Le parti est invincible, s'il sait ce qu'il veut, et s'il n'a pas peur des difficultés », avait conclu Staline, en dressant (janvier 1933) devant le Comité central un bilan victorieux du premier plan quinquennal. Emprunté à Lénine, cet éloge transparent de l'unité de décision et de volonté, qui illustre à sa façon la prééminence de Staline au sein du parti, pêchait en réalité par un excès d'optimisme, et de volontarisme. Si « invincibles » que fussent Staline et son parti, la planification présentait en effet un certain nombre de points noirs, source de critiques à peine voilées. A commencer par un gaspillage souvent considérable des fonds publics : en raison même de l'urgence et de l'improvisation, qui avaient présidé au lancement de la planification, nouvelles entreprises socialistes et « grands chantiers » avaient été édifiés sans devis détaillés ni études de rentabilité, et sans même avoir dans bien des cas formé au préalable la main-d'œuvre appelée à les exploiter ; d'où une multiplication inquiétante des accidents du travail, des rebuts ou des détériorations de machines, et autres dysfonctionnements, à l'origine de maintes accusations de sabotage, fondées ou non.

Autre point noir : le mouvement stakhanoviste et l'élévation corrélative des normes de production avaient encore accru les tensions à l'intérieur même des entreprises. Que ce soit entre le tout-venant des ouvriers, victimes d'une baisse de leur salaire proportionnelle au relèvement des normes, et les « héros du travail socialiste », bénéficiaires de nombreux avantages matériels que la pénurie ambiante rendait d'autant plus enviables ; mais aussi entre ces derniers et les cadres ou les ingénieurs qui avaient à gérer la situation sur le plan technique, et dont les salaires étaient largement distancés parfois par ceux des recordmen ouvriers. Sans parler des tensions perceptibles au sommet entre les partisans de la croissance à tout prix et leurs collègues plus attentifs au climat social au sein des entreprises et en milieu ouvrier. Toutes tensions et antagonismes qui alimenteront par la suite bien des dénonciations, et ne seront pas étrangères à la généralisation de la terreur dite stalinienne des années 1936-1938.

**

Ces tensions s'étaient manifestées notamment lors de la discussion publique (juin-juillet 1936) du projet de constitution, qui avait révélé l'insatisfaction per-

ceptible au sein de la société soviétique, et dont la *Pravda* s'était faite brièvement l'écho. Les transformations connues par la société depuis l'abolition de la NEP, avaient en effet rendu nécessaire la refonte de la constitution, adoptée douze ans plus tôt, en janvier 1924, un an après la fondation de l'URSS. Aussitôt saluée comme « la plus démocratique du monde », cette constitution, adoptée en décembre 1936 par le huitième congrès des Soviets, restera en vigueur jusqu'en 1977 ; et elle méritait d'autant plus de retenir l'attention que sa promulgation coïncidera avec une période de répression accrue incompatible, pouvait-il sembler, avec la lettre de ce texte. Cette constitution, qui précisait (à la suite de celle de 1924) l'organisation de l'État et la structure des pouvoirs à l'échelle de l'Union et des différentes républiques fédérées, présentait par ailleurs une double caractéristique, qui ne devait pas être étrangère à la consolidation du régime stalinien : d'un côté, elle énumérait longuement (art. 118-128) les droits et libertés reconnus à tous les citoyens soviétiques, et qui paraissait exclure toute forme d'arbitraire ; et, de l'autre, elle mentionnait pour la première fois (à la différence des constitutions précédentes de 1918 et de 1924) l'existence du parti communiste au sein de l'Union (art. 126).

Prenant acte de l'appropriation collective de tous les moyens de production, et, partant, de la disparition de toute classe exploiteuse, la constitution avait en conséquence aboli les multiples incapacités et discriminations qui frappaient jusque-là les ci-devant de toute nature. Qui mieux est, elle détaillait par le menu tous les droits (droit notamment au travail, au loisir et à l'instruction) et les libertés dont bénéficiaient désormais les citoyens du « premier État socialiste, ouvrier et paysan du monde » : liberté de parole, de presse, de réunion et de manifestation, et même de conscience, mais aussi inviolabilité de la personne et du domicile, égalité des sexes, absence de toute discrimination raciale, etc. Aucune liberté, ou presque, ne manquait à l'appel. Restriction essentielle, toutefois : ces droits et libertés s'exerçaient dans le cadre, et le respect, des lois de l'État socialiste, « en vue de consolider le régime socialiste » et en conformité avec son idéologie, seule reconnue par la constitution. D'où découlait, entre autres obligations, un devoir de loyalisme qui interdisait d'invoquer « contre les intérêts des travailleurs » les droits et libertés en question, ainsi métamorphosés en autant de droits-devoirs et de libertés-obligations. En dépit des apparences, la « constitution stalinienne » de 1936 se trouvait ainsi réduite d'emblée à un simple décor en trompe-l'œil, au bénéfice des seuls citoyens respectueux de la « légalité socialiste », sans que les autres puissent en invoquer la protection.

Autre caractéristique : alors que les deux constitutions précédentes étaient restées curieusement muettes sur le parti communiste, pourtant chargé dès le début par Lénine de « diriger tout l'État » et d'en « dominer l'appareil », son existence était désormais officiellement reconnue par l'article 126 qui lui conférait explicitement la prééminence et la suprématie naguère réservées à l'Église orthodoxe. Regroupant « les citoyens les plus actifs et les plus conscients », le parti était solennellement proclamé « avant-garde des travailleurs » en lutte pour la

victoire du socialisme, et « noyau dirigeant de toutes les organisations des travailleurs », officiellement réduites désormais au rôle de simples courroies de transmission. Ainsi se trouvait définitivement consacré son monopole de parti unique, seul habilité à représenter la totalité des citoyens, à l'exclusion de tout autre parti, anticonstitutionnel par définition.

Diserte sur le rôle éminent du parti, la constitution restait par contre muette sur les statuts et le fonctionnement dudit parti, qui n'était finalement responsable que devant lui-même, et échappait par là à tout contrôle démocratique des simples citoyens, dépourvus quant à eux du degré de « conscience » indispensable. Ainsi était créée une double catégorie de citoyens : les citoyens actifs et de plein droit, membres du parti, et les citoyens de seconde zone, ou encore passifs, tenus de mériter la confiance du parti, détenteur d'une légitimité supérieure à toute autre, et inamovible. Contrairement aux apparences, cette constitution, réputée « la plus démocratique du monde », désarmait en réalité la démocratie ; et cette double vacance de la démocratie (au sein de l'État et du parti) suffisait à assurer la domination de l'équipe dirigeante et de son « patron » (*khozjain*). Le stalinisme en phase ascendante recevait ainsi la consécration juridique et constitutionnelle qui lui faisait défaut jusque-là.

Il ne fallait pas compter dans ces conditions sur la justice pour faire respecter les droits constitutionnels des citoyens, nombreux à déplorer, lors de la consultation publique initiale, les dysfonctionnements du système judiciaire. Depuis l'abolition (décembre 1918) de toute séparation des pouvoirs, la justice était en pratique considérée comme une branche de l'administration, « soumise » tout à la fois, dans l'exercice de ses fonctions, « à la politique du PC » et à celle du « régime soviétique », dont les magistrats (membres, le plus souvent, du parti) se considéraient comme les exécutants. Cela valait tout particulièrement pour les « crimes contre-révolutionnaires » et toutes les affaires relevant de la sûreté de l'État, dans lesquelles les garanties des inculpés étaient des plus réduites. Seuls pouvaient en effet invoquer la protection des lois ceux qui agissaient en accord avec le régime socialiste, dont les adversaires s'excluaient d'eux-mêmes et ne bénéficiaient, en leur qualité d'« ennemis du peuple » d'aucune garantie réelle. Avant comme après la constitution de 1936, la procédure restait donc avant tout accusatoire et inquisitoriale, fondée essentiellement sur l'aveu, et sans grand respect des « droits » de la défense et de l'accusé, dont la condamnation était bien souvent acquise d'avance. La conclusion allait de soi : loin de violer, comme on l'affirme trop souvent, la « légalité socialiste » (dont on attend toujours la définition), les procès « staliniens » étaient en réalité conformes à l'esprit de la constitution de 1936 et à la pratique inaugurée en octobre 1917 qui avait fait de la justice la servante de la politique et érigé l'arbitraire en règle.

*

1936-1938 : ces années de purge et de répression sont souvent décrites comme l'apogée de la « terreur stalinienne ». En fait, la répression avait commencé

beaucoup plus tôt, soit (pour ne pas remonter plus haut) avec la liquidation et/ou la déportation sans jugement, par mesure administrative, de quelque deux millions de koulaks, — seules à mériter, de pair avec la famine de 1932-1933, le qualificatif de « grande terreur ». Comme nous l'avons souligné, la répression avait en effet débuté dès la mise en route de la planification, avec les procès successifs des ingénieurs de Šakhty (mai 1928), puis des « saboteurs de l'industrie alimentaire » et du « parti industriel » (septembre-décembre 1930), du centre menchévik (mars 1931), etc., dont on a passé en revue la chronologie, les principales cibles et les caractéristiques. Si la répression avait tout d'abord épargné les membres du parti, les inquiétudes éveillées chez certains d'entre eux par « l'aventurisme » du secrétaire général et les risques évidents de la collectivisation forcée n'avaient pas tardé à susciter de petits noyaux clandestins d'opposition, à l'origine des affaires Blumkin (1929) et Rioutine (1932), sur lesquelles nous avons fait le point. C'est toutefois l'assassinat mémorable de Kirov (1^{er} décembre 1934) qui devait déclencher l'engrenage à rebondissements des répressions.

Cet assassinat qui avait jeté la consternation parmi les dirigeants, au souvenir des attentats passés contre les dirigeants tsaristes, sera longtemps imputé, au mépris de la vraisemblance psychologique, à Staline lui-même, — une accusation dont plusieurs travaux récents, sur la base des sources elles-mêmes et non de déductions *a priori*, ont définitivement fait justice. Mais si Staline n'avait pas trempé dans l'assassinat de ce fidèle collaborateur et ami de longue date, il paraît non seulement s'être senti lui-même menacé, mais avoir craint plus encore pour la politique qu'il incarnait, et il mettra à profit cet attentat pour durcir la législation et la répression. D'où la série des « grands procès de Moscou » (1936-1938), accompagnés et suivis de beaucoup d'autres, moins illustres et dont j'ai rappelé le déroulement et les chefs d'inculpation plus ou moins stéréotypés : espionnage au service des pays capitalistes, sabotage, complots contre-révolutionnaires, activité anti-soviétique ou oppositionnelle, tentatives d'assassinat, etc., etc.

Au total ces deux années 1937-1938 virent l'arrestation de plus d'un million et demi de personnes, dont la plupart seront condamnées, et pour moitié exécutées. Il est par contre beaucoup plus difficile d'établir, pour l'ensemble des années trente, un bilan de la répression que les publications récentes ont tendance à réviser à la baisse. Le chiffre des arrestations paraît s'être élevé (non compris les victimes de la collectivisation et de la famine) à une dizaine de millions, sans que l'on puisse toutefois distinguer entre condamnés politiques et condamnés de droit commun ou asociaux. Quoi qu'il en soit, ces malheureux viendront peupler « l'archipel du Goulag », qui connaît alors une ramification considérable sous la direction du Guépéou, responsable de l'exploitation économique de cette main-d'œuvre forcée dans les régions les plus inhospitalières de l'Union. Tous faits bien connus aujourd'hui, après avoir été obstinément niés ou occultés, jusqu'au « dégel » de Khrouchev et aux premières publications de Soljénitsyne, dont *l'Archipel* — qui fit alors figure de révélation — n'en comporte pas moins diverses erreurs, de détail ou non, que j'ai relevées au passage. Qui plus est, cet

auteur centre son attention sur « l'élite » des camps au détriment des condamnés de droit commun, bien souvent pourtant kolkhoziens et ouvriers, victimes d'une législation du travail de plus en plus répressive, sous la double pression de la « défense de la propriété socialiste » et de la montée des périls sur la scène internationale.

Si élevé soit-il en chiffres absolus, le nombre des victimes ne constituait toutefois, année après année qu'une fraction peu significative statistiquement (bien inférieure à 1 %) de la population soviétique, voire un à deux pour cent tout au plus de la seule population active : pourcentage tragique et inhumain — on ne le soulignera jamais assez — qu'il convient, certes, de prendre en compte dans la définition du stalinisme, mais qui interdit toutefois d'assimiler purement et simplement l'URSS à un vaste camp de concentration. D'un point de vue économique et humain, l'élimination gratuite de millions et de millions de victimes le plus souvent innocentes constituait de toute évidence un non-sens, aussi déraisonnable qu'injustifiable. Comment, dès lors, expliquer rationnellement pareille déraison ? Telle est la question qu'il n'était pas permis d'éluder, tout en sachant qu'elle ne comporte que des réponses partielles, fragmentaires et en partie hypothétiques.

Qu'il s'agisse des années trente ou de la décennie suivante, la répression s'expliquait, à en croire la plupart des auteurs, par la personnalité de Staline, que son appétit de puissance, son ambition démesurée, sa mégalomanie, sa rage meurtrière, ... ou ses obsessions de paranoïaque auraient poussé à démanteler la « vieille garde » léninienne, à supprimer tous ses rivaux et à mettre le parti à sa botte pour mieux étouffer toute velléité de résistance ou de direction collective. Outre que ce genre d'explication ne fait que perpétuer, en sens inverse, le culte de la personnalité, étranger de surcroît à l'idéologie marxiste du régime, la référence au seul Staline ne tient en réalité pas compte de la généralisation, et comme de l'institutionnalisation de la terreur. Car Staline, dont on ne saurait dire jusqu'à quel point il connaissait lui-même toute l'ampleur de la répression, n'était bien entendu pas seul. Non seulement il était secondé par tout un état-major de collaborateurs et de conseillers, et par la hiérarchie du parti, où sévissait une multitude de petits (ou de grands) Stalines, mais il n'est pas permis d'oublier que toute une fraction du pays s'était plus ou moins bénévolement associée à la répression ; et cette collaboration multiforme, y compris de la part de ses anciennes ou futures victimes, constitue bel et bien l'un des aspects, et non le moindre, de la répression « stalinienne ».

Au passage, nous avons déjà noté la faveur qu'avaient rencontrée dékoulakisation et collectivisation au sein notamment du prolétariat et de maints secteurs urbains, prompts à tenir les paysans (sous l'effet notamment de la propagande) pour responsables de la famine de 1932, dont ils étaient pourtant les principales victimes. Cette remarque vaut plus encore pour la répression consécutive au meurtre de Kirov, à laquelle nombre d'honorables citoyens soviétiques, membres du parti ou non, avaient activement participé d'un bout à l'autre du pays, que

ce soit sous forme d'appels à une rigueur « impitoyable », de dénonciations (ou de confessions) publiques, et de séances d'autocritique, au sein des entreprises notamment. Les conditions dans lesquelles se déroulait l'industrialisation avaient en effet multiplié accidents du travail et infractions au code du travail, mais aussi les rancœurs de la base envers contremaîtres, ingénieurs et direction, sans épargner les soviets, dirigés également de manière fort peu démocratique. Si bien que le pays avait répondu avec empressement aux appels des dirigeants à démasquer les responsables de tous ces abus, vexations ou actes de sabotage qui se cachaient au sein de la population.

Héritée de l'ancien régime et de nombreuses années de luttes révolutionnaires clandestines, cette hantise de l'ennemi camouflé à démasquer pourrait bien être sinon la seule, du moins l'une des principales causes de la répression à l'époque de Staline. Déjà l'infiltration des milieux révolutionnaires par la police tsariste, également infiltrée à son tour par les adversaires de l'autocratie, avait généralisé parmi ces derniers une obsession de l'ennemi masqué, encore accrue par les exemples fameux de Azef et de Malinovski, responsable de l'arrestation de Staline en 1913. Comme je l'ai analysé par ailleurs, cette pénétration réciproque de l'*Okhrana* et des cercles révolutionnaires avait engendré une méfiance généralisée parmi les militants clandestins chez qui elle était devenue, comme chez Staline, une seconde nature. En veilleuse à l'époque de la NEP — période de paix civile relative où les rivalités au sein du parti s'affrontaient à visage découvert — cette hantise de l'ennemi masqué avait repris du service dès les débuts du « grand tournant », sous l'effet notamment de la « thèse » bien connue énoncée par Staline en avril 1928, dans le feu de la polémique avec Boukharine et la droite : plus le pays progresse vers le socialisme, avait alors affirmé le secrétaire général en écho au Lénine de 1920, plus ses ennemis deviennent dangereux et plus la lutte des classes s'intensifie.

Maintes fois réitérée par la suite, cette thèse, et les appels à vigilance dont elle s'accompagnait, connaîtront une faveur croissante tout au long des années trente et jusqu'après la mort du dictateur. Aisément accessible à la grande masse de la population, et parfaitement crédible, cette proposition avait servi à justifier tout d'abord le procès de Šakhty, puis les premiers procès contre les saboteurs masqués (ingénieurs, agronomes, menchéviks, ... ou encore nationalistes), avant d'être retournée contre les membres du parti. C'est ainsi que dès 1933-1934, Staline et le Comité central invitent le parti à se purger notamment de tous ses membres « à double face », dont « la fidélité au parti était sujette à caution », et de tous les « éléments d'origine sociale étrangère ». Individus « à double face », couturiers du « double jeu », « simulateurs » et autres « résidus de l'ancien régime » en suspension dans le pays font dès lors l'objet d'une sorte de chasse aux sorcières à laquelle s'associe au sein du parti, des soviets, des entreprises et de la société une fraction importante de la population. Il n'était alors personne qui n'ait — sincèrement ou non — son ennemi du peuple ou son ancien opposant à démasquer, et le pays tout entier est saisi par une frénésie de civisme et de dénonciations,

avec leur cortège inévitable de règlements de comptes, de vengeances personnelles et de rivalités ou d'ambitions inavouées, pour le plus grand profit des carriéristes de tout poil, bénéficiaires d'un avancement inespéré. Au total, ces purges de grande envergure se traduisent pour le seul parti, à la date de 1938, par la perte de plus du tiers de ses membres.

Si l'impulsion initiale émanait bien de Staline et du sommet, la base y avait répondu avec un empressement et un zèle qui expliquent seuls, me semble-t-il, l'ampleur et les dérapages d'une répression de plus en plus difficile à maîtriser, au point qu'il faudra en venir en 1938, à épurer les épurateurs, à commencer par les organes du Guépéou et leur chef, Ežov, avant que Staline ne finisse par sonner la fin de la partie en déclarant le moment venu « d'en finir avec les exclusions massives et gratuites » et les « appels trompeurs à la vigilance ». Ennemis masqués et faux démasqueurs sont réputés désormais avoir été mis hors d'état de nuire ; et Staline de vanter le « travail énorme » accompli par le parti et le gouvernement « pour purger notre pays et le parti des ennemis du peuple ». Amnistie et réhabilitations figurent désormais à l'ordre du jour, et l'arrivée de Béria à la tête du NKVD (1938) met fin provisoirement à cette psychose collective.

Avec le déclenchement de la collectivisation et du plan, assimilés à une « troisième révolution », aussi bien Staline et le parti que la société s'étaient trouvés entraînés dans un engrenage de violence et de contraintes sans fin, comparable à une nouvelle guerre civile, et dont personne n'avait réellement prévu ni les modalités ni l'ampleur. De nature essentiellement bolchévique et maximaliste, la révolution stalinienne du socialisme à marches forcées avait engagé le parti et la société sur une voie prétendument dictée par le cours même de l'histoire, et dont tous se retrouvaient prisonniers. Faute de pouvoir maîtriser toutes les données de la planification, et en l'absence de l'outillage technique et intellectuel nécessaire pour la piloter, les responsables misaient largement sur l'enthousiasme de la population. Aussi la planification offrira-t-elle un mélange singulier de pseudo-rationnalité et de volontarisme utopico-scientifique, et elle sera présentée et vécue comme un défi lancé par le régime à tous les « hommes de peu de foi » (*malovery*), aux professionnels du doute et autres sceptiques, rebelles à la griserie collective des statistiques et suspects de sabotage. Il serait en conséquence bien téméraire de prétendre tout expliquer par « l'ambition effrénée » ou la « paranoïa meurtrière » du seul Staline, dont « l'hystérie » — si hystérie il y eut — était alors la chose du monde la mieux partagée.

Hantise de l'ennemi masqué, ivresse des records, épidémie de dénonciations, ... et mystique du plan faisaient fonction de morale collective. Toutefois, la répression n'aurait pu atteindre l'ampleur qu'on lui connaît *aujourd'hui* sans l'inféodation de la justice au pouvoir qui n'en tolérait l'indépendance qu'au service de régime. « Le seul fait d'être arrêté, prouvait qu'il est un ennemi », se plaisait à dire de tout inculpé le procureur général Vychinsky, qui résumait ainsi la philosophie explicite du pouvoir, judiciaire y compris ; et cette présomption quasi-générale de culpabilité suffisait à remplir les camps du Goulag, dont les

citoyens soviétiques ne prendront connaissance avec stupéfaction — une stupéfaction partagée, ou feinte, par beaucoup d'étrangers — que bien après la parution de *l'Archipel* du même nom, tenu hermétiquement sous le boisseau, jusqu'au bout, par les autorités soviétiques. Exploré aujourd'hui dans tous ses recoins avec une complaisance parfois suspecte, cet univers concentrationnaire ne faisait en un sens que refléter la destruction et l'oubli des « valeurs morales universelles » (réhabilitées à partir de 1987/1988), et partant la démoralisation, voire la déshumanisation de la société à la faveur de la guerre civile, des luttes internes pour le pouvoir et de la dékoulakisation, prodrome d'une répression à grande échelle.

Après avoir évoqué la genèse, la géographie, les catégories de détenus, le mode de gestion et l'économie de ces camps, j'ai constaté la difficulté qu'il y avait à évaluer le nombre exact des victimes, en majeure partie anonymes, malgré les tentatives récentes pour les arracher une à une à l'oubli. Variable selon les périodes, les auteurs et l'état de statistiques fort lacunaires, leur nombre ne saurait être inférieur toutefois à douze-quinze millions, sinon davantage, bien davantage même peut-être... Ce débat sur le nombre des victimes, objet de partis pris contradictoires, en cache en réalité un autre non moins brûlant, que j'ai cherché à clarifier en abordant la question de savoir si, et dans quelle mesure la période stalinienne peut être effectivement tenue pour une période de peur généralisée. A en croire maints procureurs anti-stalininiens auto-proclamés, la population, terrorisée, aurait subi, à son corps défendant, le despotisme de Staline, dont elle pourrait au contraire être tenue pour complice au cas où la peur n'aurait pas régné en maître. En d'autres termes, les citoyens soviétiques (et pas seulement eux) doivent-ils porter collectivement une part de responsabilité dans le régime stalinien, ou en être au contraire disculpés ? C'est assez dire l'enjeu du débat qui s'impose à quiconque cherche à déterminer la nature du stalinisme.

Énoncée dans le sillage du « rapport Khrouščev », cette thèse d'une peur viscérale, omniprésente et insurmontable n'a pas cessé de gagner du terrain au fur et à mesure que la répression de l'époque stalinienne apparaissait dans toute son ampleur, au point que certains auteurs se sont crus autorisés à qualifier d'« ordre par la terreur » l'ère stalinienne, et même à parler d'« épouvante » lors des années d'après-guerre. Même si la législation répressive n'avait cessé de se durcir depuis l'assassinat de Kirov et en prévision d'une guerre de plus en plus vraisemblable, cette thèse ne résiste guère à l'examen et fait bon marché de ces trois facteurs pourtant essentiels qu'étaient la censure, la propagande et la popularité du secrétaire général, dont il importait de rappeler l'emprise.

Comment ignorer tout d'abord la censure, d'une vigilance exemplaire, et qui ne donnait pas — faut-il le rappeler ? — de statistiques quotidiennes sur le nombre des détenus et des fusillés ? Ou qui décrivait en termes idylliques, sous la signature de Gorki et en brochure de luxe, la vie des « zeks » lors de la construction du Belomorkanal qui leur a donné leur nom. Cette désinformation — « le meurtre de la parole véridique » — « répétée à chaque heure du jour et de la nuit, a empêché les gens de savoir ce qui arrivait à leurs concitoyens dans

leur propre pays. Les uns ignoraient de bonne foi, et les autres ne tenaient pas à savoir », affirmera en 1968 dans *La maison déserte* l'un des écrivains (L. Tchoukovskaya) les plus résolument anti-staliniens, à cette date, lorsque le bâillon de la censure commencera à se relâcher tant soit peu. Il suffit d'ailleurs de se rappeler le choc, la stupéfaction même (le mot n'est pas trop fort) provoquée dans le pays par le rapport prétendument « secret » de février 1956, et dont lecture avait été donnée dès le mois suivant dans toutes les cellules du parti, pour se convaincre que l'immense majorité des soviétiques ignorait tout ou presque, encore à cette date, de l'ampleur même de la répression, au cours notamment des années trente. Pouvait-on avoir « peur » de ce que l'on ignorait, même si l'on « préférerait » ne pas savoir ?

Non moins que la censure, la propagande, elle aussi, veillait, et elle s'employait à persuader les soviétiques que leur sort suscitait au contraire l'envie des citoyens du monde capitaliste, frappés quant à eux par la crise et le chômage. A ceux qui n'auraient pas été convaincus, la propagande soviétique se faisait un plaisir d'offrir la traduction des innombrables publications occidentales qui présentaient leur propre pays sous le jour le plus sombre, et qui ne tarissaient pas d'éloges sur les progrès fulgurants de l'URSS où le socialisme remettait enfin à l'endroit, sur ses pieds, le monde à l'envers dont le capitalisme offrait le spectacle. Même le président de la Ligue (française) des droits de l'homme traînait les pieds pour enquêter sur les procès de Moscou, et le rapporteur enfin désigné concluait à la culpabilité des accusés qui avaient « avoué », « à la différence du capitaine Dreyfus », précisait-il, sans autrement se préoccuper des méthodes d'interrogatoire. Il serait trop facile, et cruel, de multiplier les exemples ou de citer des noms... Bref, si les soviétiques avaient peur, c'était surtout pour les misérables soutiers des pays capitalistes, dont les ressortissants eux-mêmes détaillaient le calvaire, et qui n'avaient pas la chance d'avoir à leur tête un Staline pour se pencher sur leur sort.

Staline, en effet, veillait ; et cela suffisait à rassurer ceux qui auraient pu en ressentir le besoin. Objet d'une vénération unanime, et soigneusement entretenue, le *vožd'*, guide incontesté du prolétariat international, personnifiait la marche en avant vers le socialisme et son effigie suffisait à convaincre que le pays était sur la bonne voie, en route vers « l'avenir radieux ». La propagande aidant, Staline était présenté et considéré comme l'inspirateur et le responsable de tous les succès de l'URSS, le prototype du héros positif de l'avenir, le prophète de la nouvelle morale collective socialiste. Il était le lien vivant entre le parti et son peuple, que même les anciens oppositionnels couvraient de louanges, et que tous, ou presque, encensaient jusqu'au jour de leur arrestation, et même après, car Staline ne pouvait « savoir », et il importait donc de le mettre au courant, comme l'attestent maintes confidences de détenus. Même un Soljénitsyne se rappellera par la suite son optimisme et son insouciance de l'été 1939, qu'il partageait alors avec beaucoup d'autres. Avec le démarrage du troisième plan (1938-1942) l'heure était plus que jamais à l'optimisme, à la fierté quasi unanime d'être soviétique, et, de l'aveu

même des opposants qui feront défection au cours (ou au lendemain) de la « grande guerre patriotique », les soviétiques avaient pour la plupart, ou avaient eu foi en Staline et chanté « ne pas connaître d'autres pays où l'homme respire aussi librement ». Seules les premières défaites devant l'ennemi et, plus encore, l'avancée des troupes soviétiques en Europe centrale commenceront à semer le doute dans les esprits, animés jusque-là par une confiance à demi mystique envers le leader charismatique « qui construit pour nous une vie de bonheur ».

Était-ce à dire, fallait-il s'interroger, que la peur fût absente de la société soviétique ? L'affirmer serait tomber d'un excès dans l'excès inverse, et succomber aux mirages alternés de la propagande et de la contre-propagande. Ce qui existait était moins, semble-t-il, un sentiment de « peur », qu'une crainte plus ou moins vague, fugitive, ou inexprimée, et bien souvent refoulée, inconsciemment ou non. Ce pouvait être la crainte d'une promotion, qui exposait son bénéficiaire au risque d'une nouvelle vérification de son dossier individuel. La crainte du technicien qui courait, à la première erreur, le risque de se voir accusé de sabotage, ou de l'ingénieur qui connaissait, à chaque nouveau forage, une poussée de fièvre, par crainte d'un insuccès. L'appréhension de l'officier qui voyait ses supérieurs disparaître autour de lui, ou de l'écrivain dont les œuvres étaient soudain retirées de la vente ou de l'affiche, voire de l'ouvrier qui redoutait plus prosaïquement de perdre son emploi s'il arrivait en retard au travail... Sans omettre la crainte de l'ancien opposant, trotskyste ou non, désireux de se faire oublier, celle d'un « résidu des ex-classes exploiteuses » appliqué à celer ses origines sociales, ou encore celle du fidèle orthodoxe qui craignait pour la liberté, ou la vie, de son pape et pour son église...

Plutôt que d'une peur généralisée, il conviendrait de parler de « peurs » de nature variable, très inégalement ressenties, et circonscrites avant tout à quelques catégories plus exposées. Ces peurs, qui n'excluaient nullement l'adhésion à l'œuvre collective de modernisation du pays, ne s'additionnaient pas, et elles pouvaient au demeurant coexister avec le dévouement au régime et à son chef. Individuellement parlant, une fraction de l'élite communiste ou certains membres de l'« intelligentsia créatrice » pouvaient craindre pour leur carrière, leur sécurité ou leur vie, notamment en 1938. Mais cette peur, insidieuse et lancinante, qui épargnait, entre autres, la jeunesse (fils d'ouvriers, komsomols, jeunes communistes, ... ou récentes promotions militaires) ne faisait pas, à proprement parler boule de neige, et ne constituait guère, dans une société fragmentée comme l'était la société soviétique, un phénomène réellement collectif, massif et généralisé.

Confirmation en serait donnée, s'il en était besoin, par les mémoires des contemporains eux-mêmes, moins nombreux, il est vrai, que les témoignages rétrospectifs, que j'ai passés les uns et les autres en revue. Pour autant que l'on puisse en juger, le gros de la population n'avait guère été affecté par l'assassinat de Kirov, qui ne la concernait pas, et était resté également plus ou moins indifférent aux « grands procès de Moscou », sauf à réclamer un « châtement

impitoyable » des coupables. De fait, la grande masse des citoyens croyait, selon toute apparence, à la culpabilité des opposants et jugeait les arrestations justifiées. Le grand public estimait qu'il n'y avait pas de fumée sans feu, et même le sort de Toukhatchevsky, issu d'une « famille aisée » (et donc suspect), ou l'arrestation de Tupolev faisait à l'occasion l'objet, parmi leurs collègues de commentaires compréhensifs : à force d'avoir contact avec les étrangers, ils s'étaient laissés prendre aux pièges de l'espionnage étranger que le Guépéou avait déjoués.

Dans son ensemble, le public pensait en effet que les inculpés n'étaient pas innocents, et que les personnes innocentes, à commencer par soi-même, n'étaient pas inquiétées ; et ce bel optimisme tenait à ce que le public ignorait l'ampleur réelle des arrestations et de la répression, considérée en règle générale comme légitime et nécessaire, fût-ce au prix de quelques erreurs inévitables. Bref, le tableau trop souvent décrit d'une société tétanisée par la peur et contrainte à l'obéissance par un pouvoir despotique et sanguinaire reflète moins la réalité que le désir de se disculper ou de disculper l'ensembles des acteurs en rejetant sur le seul Staline la responsabilité de ces années tragiques. C'est là oublier que la société partageait avec le pouvoir maintes valeurs aussi bien patriotiques que sociales — qu'il s'agisse du culte de l'État, du respect de l'autorité, ou encore d'une adhésion à demi « instinctive » au socialisme, — et que seule la participation du pays rend compte de l'ampleur de la répression. « Ce qu'il y a de plus terrible dans les purges », reconnaît sans ambages un des premiers critiques du stalinisme (R. Medvedev), « c'est que les masses y furent impliquées par la confiance qu'elles accordaient au Parti et à Staline, ... des centaines de milliers de personnes furent gagnées à la campagne contre les " ennemis du peuple ", et des millions atteintes par le poison de la suspicion ». Tout bien considéré, la révolution par en haut déclenchée par Staline, avait rencontré, redisons le, un large écho par en bas, et cette adhésion populaire aux objectifs du régime est, bien davantage que la peur, indissociable du stalinisme.

**

Même les écrasantes défaites initiales infligées par les troupes allemandes au cours de la première année des hostilités ne remettront pas réellement en cause cette adhésion globale à Staline, parfaitement renseigné sur l'état des préparatifs nazis, comme il ressort de la toute récente publication de documents déclassifiés des services du contre-espionnage soviétique. Mais Staline ne paraît pas, malgré la désastreuse campagne de Finlande, avoir pris la mesure exacte de l'impréparation des forces soviétiques face à des troupes allemandes aguerries par deux années de campagnes victorieuses ; et il paraît avoir été leurré par la campagne d'intoxication et de désinformation des nazis sur les buts des préparatifs militaires en cours.

Leurré ou non, Staline était de toute façon résolu à ne donner à Hitler aucun prétexte pour l'attaquer avant les mois de juillet-août 1941, dans l'espoir de

repousser l'agression allemande à l'année suivante, où l'URSS aurait eu le temps de compléter elle-même ses préparatifs. Cela étant, rien ne justifie que Staline se soit abstenu de mettre en état d'alerte les troupes soviétiques. Mais s'est-il réellement abstenu ? Cette thèse vient en effet d'être formellement contestée par le fils de Bériia, alors officier de renseignements soviétique. Quoi qu'il en soit, les troupes soviétiques allaient se retrouver doublement victimes des purges, qui avaient également retardé la fabrication en série des prototypes modernes (« orgues de Staline », chars T-54, chasseurs « yak », etc.) sans équivalent du côté allemand.

Sans m'attarder au déroulement des opérations militaires, j'ai choisi de centrer mon analyse sur le rôle de Staline au cours du conflit, après sa défaillance initiale — moindre sans doute qu'on ne l'a dit, à en juger par les nombreux entretiens figurant sur les pages (récemment publiés en fac-similé) de son agenda pour cette période critique (21 juin-3 juillet 1941). Autre point controversé : dans quelle mesure Staline a-t-il fait, au cours de ces premières semaines, des offres de paix à Hitler par l'intermédiaire, semble-t-il, de l'ambassadeur bulgare ? *Historici certant*. Ces deux épisodes rappelés, le secrétaire général qui s'était attribué (mai 1941), en prévision du conflit, le poste de président du *sovnarkom*, ou conseil des ministres, ne cessera plus de faire preuve tout au long du conflit de la plus grande fermeté, doublée, on le sait, d'une forte dose d'inexpérience, ou même d'incompétence. S'il ne suivait pas les opérations militaires sur une mappemonde, comme l'insinuera Khrouchtchev, il apprendra le métier de stratège sur le tas et portera, par son obstination à refuser (jusqu'à l'été 1942) toute retraite stratégique, une lourde responsabilité dans la série de défaites initiales, extrêmement coûteuses en vies humaines. Payant de sa personne, il se refusera, par contre, à quitter Moscou en proie à la panique (mi-octobre 1941), et c'est lui qui imposera à l'état-major réticent la parade symbolique du 7 novembre sur la Place rouge, à portée de l'aviation et de l'artillerie ennemies.

Pour relever le moral du pays, il saura trouver à cette occasion (tout comme dans son discours du 3 juillet précédent) les accents patriotiques propres à galvaniser la résistance à l'envahisseur, et à incarner la foi en la victoire finale. En propagandiste avisé, tout autant que par souci de son prestige personnel, il veillera à ne jamais associer son nom à une défaite et à s'attribuer, dès avant Stalingrad, le mérite des premières victoires. Enfin, il se révélera négociateur habile et coriace dans ses rapports avec les diplomates et les chefs d'État alliés. Comme je l'ai rappelé, ces derniers seront unanimes à lui rendre hommage pour sa connaissance des dossiers, ses qualités d'amphitryon, son sang-froid et son obstination à défendre en toutes circonstances les intérêts vitaux de l'URSS. Autant d'appréciations qui font très largement justice du Staline paranoïaque et malade mental, en proie, dès les années trente, nous assure-t-on, à des pulsions de vengeance ou meurtrières irrésistibles.

Finalement, la victoire sur l'Allemagne hitlérienne sera fréquemment perçue par la suite comme la victoire avant tout de l'URSS et de Staline. Les défaites

appartenaient déjà au passé, et Staline émergeait du conflit qui avait failli engloutir la Russie soviétique, auréolé d'un prestige sans précédent et paré du titre de généralissime. Le triomphe de l'Armée rouge suffisait même à justifier rétrospectivement la politique suivie depuis 1929 et les sacrifices consentis par le pays, sans parler des pertes en vies humaines de la guerre, triples de celles de l'Allemagne nazie. Si coûteuse fût-elle, la victoire faisait de Staline un véritable héros, une sorte de demi-dieu qui s'identifie plus que jamais avec le régime et qui constitue l'assise et le ciment de l'Union soviétique et du monde communiste tout entier.

Son incomparable prestige sera mis au service de la reconstruction du pays, marquée tout à la fois par 1^o) la reprise en main de la société, 2^o) le développement de la guerre froide, et 3^o) l'exaltation des valeurs socialistes et patriotiques, que l'on a successivement passés en revue. C'est ainsi que les aspirations, éveillées par la guerre et le relâchement de l'emprise du parti, à plus de liberté et d'initiative seront progressivement étouffées, tandis que l'Armée rouge fait prévaloir de l'extérieur et d'en haut dans les démocraties populaires un socialisme dictatorial, étranger aux traditions nationales, et son cortège de procès politiques préfabriqués. Enfin la guerre froide et la course aux armements atomiques dont elle s'accompagnait achèvent d'enterrer toute velléité de réformes, ou de libéralisation et renforcent la rigidité du régime.

Pour mieux lutter contre la menace impérialiste et assurer le réarmement moral et idéologique du pays, le gouvernement fait alors jouer la corde du patriotisme, russe non moins que soviétique. Responsable de l'« Agitprop » depuis 1938, Jdanov, qui passe pour avoir donné au piano des leçons de réalisme socialiste à Chostakovitch, est chargé de mettre en musique ce changement. Inspirée plus ou moins par Staline, cette lutte contre toute influence étrangère et toute « servilité » devant une culture bourgeoise « en pleine décadence » revêtira des formes tour à tour grotesques ou tragiques, avant de culminer dans trois épisodes emblématiques : l'affaire Lyssenko bien connue ; celle de l'économiste Varga, qui mettait l'accent sur la faculté de rebondissement et d'adaptation de l'économie capitaliste, vouée par les idéologues du parti à une faillite imminente ; et la polémique, enfin, sur les théories du linguiste Marr, décédé de mort naturelle quinze ans plus tôt, que j'ai évoquée plus en détail. La discussion, dans laquelle Staline interviendra personnellement, tournait en dernière analyse autour du statut de la langue russe : finirait-elle, comme une simple suprastructure, par se fondre dans la langue supranationale du monde socialiste de demain ? Ou avait-elle au contraire vocation à en devenir la langue quasi-officielle et à en maintenir la cohésion, tout comme l'anglais avait été la langue du colonialisme ? Connaître le russe devenait dès lors une obligation pour tout homme de progrès. Ainsi la linguistique se trouvait elle aussi enrôlée au service de l'expansionnisme russo-soviétique, et cette conception conquérante de la russophonie survivra durablement à Staline, et à la déstalinisation elle-même.

Dans ce climat de guerre froide et de réarmement idéologique, priorité avait été donnée à la reconstruction, et non aux réformes ou à la modernisation du

régime, dont la rigidité apparaîtra en pleine lumière après sa mort. L'état de santé du généralissime, constamment sur la brèche au cours des quatre années de guerre, ne s'y prêtait guère : atteint, semble-t-il, d'une première (?) attaque à la veille de son soixante-dixième anniversaire (décembre 1949), il vit dès lors dans la crainte de connaître la même déchéance physique que Lénine et de voir son œuvre compromise par ses successeurs. Loin de chercher à moderniser et à renouveler les structures de l'Union, en mettant à profit les aspirations au changement apparues dans la société à la faveur de la guerre, le secrétaire général écarte au contraire toute ouverture ; et il se borne à reconduire le mode autoritaire de gouvernement qui était déjà précédemment le sien, et dont un culte de la personnalité qui ne dit pas son nom suffit à masquer la rigidité.

Indissociable du parti bolchévique, ce culte du leader, dont j'ai retracé en conclusion l'histoire, avait connu son véritable envol avec les obsèques de Lénine et l'érection d'un mausolée à l'initiative non de Staline, mais de la commission des obsèques présidée par Lounatcharsky. Édifié « en vue des parades, des défilés et des manifestations de millions de personnes et d'immenses meetings » populaires, disait la commande gouvernementale officielle, ce mausolée avait parfaitement rempli sa mission : il était aussitôt devenu un lieu de pèlerinage pour des foules innombrables et, bientôt, l'autel sur lequel les dirigeants viendront retremper et renouveler leur légitimité. Dans un pays habitué de longue date à voir dans le souverain, détenteur d'un double pouvoir — temporel et spirituel — le lieutenant de Dieu sur terre, les bolchéviks captaient ainsi à leur profit ce tropisme politico-religieux de la population, et son obéissance à demi superstitieuse aux autorités. Et c'est cette sorte de complicité tacite entre dirigeants et dirigés — éduqués, les uns, à révérer le pouvoir, et désireux, quant aux autres, de mettre à profit cette prédisposition — qui explique le développement d'un culte du leader par consentement en quelque sorte mutuel, et l'adhésion d'une notable fraction du pays à ce rituel de glorification.

Acclamé, dès décembre 1925, du titre de *vožd'* par le XIV^e Congrès du parti, puis de nouveau deux ans plus tard par le congrès suivant, le secrétaire général connaîtra une première consécration avec la célébration de son cinquantième anniversaire, qui coïncidait tout à la fois avec la mise en route du premier plan de cinq ans, la répudiation de la NEP, et la défaite de Boukharine. Précédée de plusieurs semaines d'intense conditionnement psychologique, cette célébration culminait le 21 décembre 1929, où la presse, *Pravda* en tête, énumérait tous ses titres à la reconnaissance du parti et des citoyens soviétiques, avant de le proclamer : « meilleur disciple de Lénine », « modèle de révolutionnaire professionnel », etc., etc., et le « Lénine d'aujourd'hui ». Comme l'énonçait l'un de ses anciens compagnons de lutte, la « transformation révolutionnaire de la Russie » alors en cours était « sa révolution d'Octobre à lui », la révolution d'Octobre de ce nouveau Lénine, dont le patronage et le culte en garantissaient le succès.

Loin de satisfaire on ne sait trop quelle ambition démesurée ou à demi paranoïaque, ces hommages dithyrambiques, et bénévoles, qu'aucun de ses in-

nombrables adulateurs n'avait été contraint de lui adresser, remplissaient en réalité une fonction et un finalité bien précises : élever Staline sur le pavois, hors d'atteinte, et lui permettre de mener à bien, sans entraves, l'œuvre « gigantesque » de transformation révolutionnaire du pays à laquelle il commençait déjà à s'identifier. A cet égard, le culte en gestation n'était pas moins l'œuvre du parti, en la personne de ses dirigeants, que de Staline lui-même, dont la célébration bénéficiait, en cette période de bouleversements et d'inconnues, au parti tout entier à qui il servait tout à la fois de figure emblématique et de rempart.

Ce « culte » ne cessera plus de s'amplifier tout au long des années trente, à l'occasion notamment du XVII^e Congrès « des vainqueurs » de 1934, et des célébrations du Premier mai ou du 7 novembre, où tous, petits et grands, communiaient dans l'exaltation du secrétaire général. Presse, radio, cinéma, affiches et beaux arts rivalisent désormais d'adulations et de dithyrambes, dont on a donné quelques exemples et où le ridicule le dispute à l'odieux. Un nouveau sommet sera atteint à l'occasion du soixantième anniversaire (1939) du « guide génial du prolétariat mondial » et « héros du travail socialiste », qui tourne à l'apothéose. Dans un pays habitué de longue date à la personnalisation du pouvoir et confronté à des bouleversements sans précédent, le culte de Staline maintenait vivant un lien personnel entre le pouvoir et des masses invitées à fournir des efforts, et à consentir des sacrifices également sans précédent. Symbolisant tout à la fois « l'union indissoluble entre le parti et le peuple », non moins que l'unité même du parti, sa figure paternelle et bienveillante, et la force tranquille qu'elle irradiait, avaient quelque chose de rassurant, et même d'envoûtant. Savoir que Staline, exécutant des lois de l'Histoire et auréolé d'une quasi-infaillibilité, tenait la barre d'une main ferme, sans perdre le cap ultime de vue, constituait la meilleure promesse de succès.

Cette glorification du secrétaire général, prototype du héros positif et préfiguration de l'homme socialiste de l'avenir légitimait le socialisme en cours de construction, et facilitait l'adhésion des masses à cette laborieuse édification d'un monde nouveau. Savamment orchestré d'en haut par le parti non moins que par le principal intéressé, ce culte bénéficiait même, malgré tous ses excès (ou grâce à eux !) d'une réelle ferveur populaire. Même si certains pouvaient, à titre individuel, réprouver et railler — en petit comité — cette forme d'idolâtrie, tel n'était pas collectivement le cas. Isolées comme elles l'étaient, les voix dissidentes se trouvaient totalement noyées dans le concert de louanges et d'adulation déversé jour après jour sur le pays, qui communiait rituellement dans la vénération du leader oint par l'Histoire et à son écoute. Aussi faudra-t-il attendre Khrouchtchev et son rapport rien moins que secret pour faire prendre enfin *rétrospectivement* conscience au pays que la vénération portée à son leader n'était en réalité rien d'autre qu'un « culte de la personnalité » anti-marxiste.

Tant soit peu écornée par les défaites initiales, cette stalinomania reprendra de plus belle avec la résistance symbolique de Stalingrad et la victoire finale qui vaudra au secrétaire général ses étoiles de généralissime. En sa triple qualité de

théoricien éminent, de leader politique et de stratège hors pair, il bénéficie d'un surcroît de popularité, et son culte va battre tous les records précédents à l'occasion de son soixante-dixième anniversaire, célébré avec un faste jamais atteint et dans une sorte d'extase religieuse, dont nous avons donné quelques exemples. A cette date toutefois, la santé de Staline avait commencé à décliner ; et même si certains orateurs avaient — tel l'écrivain Tvardovsky, l'un des futurs chantres de la première déstalinisation — exprimé le vœu que « d'innombrables printemps continuent à s'écouler sur la neige de votre glorieuse chevelure », il n'est pas interdit de prêter certaines arrière-pensées aux organisateurs de la cérémonie. Comme déjà dans le passé, cette surenchère, cette débauche même de litanies renforçait en réalité l'emprise du parti sur l'ensemble de la société et de l'État ; et ce culte sans mesure permettra, dans un premier temps, aux successeurs de Staline de s'abriter derrière son prestige au lendemain de sa disparition, et d'assurer sa succession sans soubresauts majeurs.

1929, 1939, 1949 : ces trois anniversaires scandent la progression d'un culte dont Staline, qui avait à l'occasion protesté, plus ou moins sincèrement, contre ces excès, était loin d'être le seul responsable. L'effigie de Staline couvrait la marchandise, et permettait d'occulter la violence inhérente au régime stalinien qui sacrifiait l'homme au socialisme, dans le droit fil du bolchévisme léninien et de la révolution d'Octobre. A la fois obsédant et insidieux, ce culte avait fini par devenir l'une des caractéristiques majeures du « stalinisme », où le pire : dictature bureaucratique et partisane, sectarisme, criminalisation des divergences de vues, ... et répression policière à grande échelle, côtoyait le « meilleur ». Le meilleur — c'est-à-dire la mobilisation de toutes les énergies individuelles au service d'un idéal collectif de progrès et de justice sociale, démenti en réalité par l'idéologie soi-disant démocratique, mais en fait intolérante, pseudo-marxiste, dictatoriale et faussement historique qui l'inspirait.

Responsable de la dérive stalinienne, cette contradiction entre les objectifs proclamés et une réalité bien différente se trouvait surmontée sur le mode symbolique par le culte du leader qui transfigurait le présent par l'annonce d'un « avenir radieux », dont sa personne héroïsée était tout à la fois la promesse et la garantie. Guidant la société vers un avenir qui déjà l'illuminait, Staline était ainsi devenu comme l'assise et la clef de voûte du régime. D'où la question sur laquelle j'ai conclu ce cycle de cours : était-il possible de dissocier le régime du culte de la personnalité, et d'exercer un droit d'inventaire dans l'héritage stalinien sans déstabiliser un régime avec lequel Staline avait fini par s'identifier ? Et la société, mûrie par tant d'épreuves et de sacrifices, se laisserait-elle indéfiniment traiter en mineure, sans élever sa voix collective pour réclamer son émancipation ? Tels étaient les défis auxquels se trouveront confrontés ses successeurs, prêts sans doute à mettre le culte en veilleuse, mais trop imprégnés eux-mêmes de stalinisme pour scier la branche sur laquelle ils étaient assis en menant la déstalinisation jusqu'à son terme : la restauration de la démocratie, moins en vue que jamais, semble-t-il, aujourd'hui.

SÉMINAIRE

Le séminaire a été consacré à l'analyse de quelques textes majeurs, trop souvent négligés. A commencer par le Communiqué du 22 janvier 1924 par lequel le Comité central avait annoncé au parti et au pays la mort de son « chef vénéré : Vladimir Ilitch ». Généralement passé sous silence, ce communiqué, dont j'ai établi la traduction, peut être considéré comme le prélude au culte du leader bolchévique, entouré dès lors d'une vénération quasi religieuse ; et Staline se bornera à en reprendre les versets et l'esprit dans son « serment à Lénine » qui trouve là sa source.

Autre texte analysé, mieux connu cette fois : « le vertige du succès » (février 1931), qui donne un brutal coup de frein au mouvement de collectivisation et en éclaire le déroulement. Ce texte de Staline fait en effet ressortir l'emballement de l'opération qui dépasse les intentions des responsables, sous l'effet notamment des surenchères de la base. Contrairement à trop d'affirmations opposées, l'appareil du parti était en effet loin d'être déjà à cette date une machine parfaitement rodée, docile à l'impulsion d'un secrétaire général tout-puissant, prétendument unique responsable d'une collectivisation qui supposait au contraire la collaboration active (et les initiatives) d'innombrables acteurs sur le terrain et à tous les échelons du parti et de l'État.

Une lettre de Boukharine à Staline — la dernière qu'il ait (semble-t-il) écrite peu avant son exécution, et dont j'ai présenté la traduction — a également retenu notre attention par ses accents quasi « dostoiévskiens ». Dans cette lettre ambiguë, où il réclame du cyanure pour pouvoir se suicider dans sa cellule, Boukharine cherche en même temps à se justifier aux yeux de Staline, et fait à ce dernier, au cas où il lui laisserait la vie sauve, de surprenantes offres de service : participer à la traque de Trotsky à l'étranger, ou « faire un travail créateur de pionnier » dans les camps et y édifier des musées, une université, etc. Récemment déclassifiée, cette lettre, conservée jusque-là dans les « archives présidentielles », projette un éclairage inattendu sur la psychologie des dirigeants et leur relation à Staline ; et elle tranche singulièrement sur la déclaration antérieure et bien connue de Boukharine : « A la future génération des dirigeants du parti », dont l'authenticité littérale reste sujette à caution.

Dernier texte commenté enfin : le Message à toutes les paroisses du métropole de Moscou au matin de l'invasion nazie, le 22 juin 1941. A l'heure où Staline se taisait, le métropolitain avait été le premier à exhorter les fidèles orthodoxes à mettre de côté leurs ressentiments et à combattre sans restrictions ni arrière-pensées un ennemi sans foi ni loi. Même si le rôle mobilisateur de cette lettre pastorale, lue selon l'antique tradition dans toutes les églises de Russie, est difficile à évaluer, il reste que les orthodoxes russes furent parmi les premiers à faire front et à défendre dans cet esprit le sol de leur patrie historique. Et ce message, auquel Staline fera écho dans ses discours des 3 juillet et 7 novembre 1941, préparera la résurrection du patriarcat (été 1943) et la réconciliation officielle du PC avec

l'Église. Fragile concordat, avant que Khrouchev ne déclenche une nouvelle vague de persécutions à grande échelle, visant à abattre définitivement une Église orthodoxe en qui le pouvoir voyait la seule force d'opposition organisée au régime soviétique.

Fr.-X. C.